

# L'arme et la Paix

Journal biannuel édité par l'association Initiatives Citoyenneté Défense - Octobre 2024 - N°47

## ÉDITO Qui croire ?

**E**n ces temps troublés, obtenir une information fiable sur les événements en Ukraine, en Palestine ou dans tout autre endroit de la planète en conflit est une mission bien délicate. Notre bulletin essaie tant bien que mal de mettre à la disposition de ses lecteurs des éléments qui lui permettront d'avoir un avis des plus éclairés. Comment faisons-nous ?

Tout d'abord, nous faisons attention à ne pas relayer l'information d'un seul organe officiel, quel qu'il soit, même si son récit nous flatte ou s'appuie sur des valeurs partagées. Comme le rappelle Marc Dorel dans ce numéro, la propagande politique en temps de guerre s'appuie sur des méthodes bien rôdées qui ont pour conséquence d'exacerber les haines, même si l'on souhaite la paix.

D'autre part, nous sollicitons quand nous le pouvons le témoignage de personnes ayant été sur le terrain. En dernière page, nous évoquons un ouvrage sur les origines de la guerre en Ukraine, *Aux origines de la guerre : Trois reporters racontent...*, dont les auteurs témoignent d'une réalité assez différente de ce que les médias occidentaux racontent sur l'unité du peuple Ukrainien face aux Russes. De quoi changer notre regard sur le bien fondé de cette guerre qui ne fera que des perdants.

Enfin, il ne faut pas hésiter à croiser les sources et discours des différents "camps", pour en extraire une analyse. C'est ce que propose Frédéric Delorca dans ce numéro en faisant un large tour du monde des conflits et tensions qui ont une répercussion directe sur notre quotidien, ne serait-ce que sur le coût de l'énergie ou des matières premières, par exemple.

Cependant, nous ne prétendons pas détenir la vérité. Au final, tout n'est qu'interprétation ; certaines sont plus légitimes qu'une opinion fondée sur des croyances venues d'autrui, mais des faits, des témoignages ou des faisceaux d'observations nous ont sûrement échappé. D'ailleurs, nul ne peut affirmer détenir la vérité.

C'est pourquoi nous souhaitons multiplier les différentes analyses afin de faire vivre le dialogue, seule manière d'échapper aux drames. Alors si vous n'êtes pas d'accord avec ce qui est écrit dans nos pages, faites-le nous savoir, nous en serons ravis.

► Claude Romanet

## USA, Bolivie, Brésil, Venezuela ; d'étranges "ressemblances" électorales ?

Derrière les polémiques et la nécessaire prudence sur les récentes élections au Venezuela, nombre d'observateurs ont relevé les points communs des scénarii de déstabilisation électorale mis en œuvre par les USA – mais aussi aux USA – ces dernières années. (Ces points renvoient beaucoup aux travaux de Mark Feierstein, haut responsable de l'USAID en "guerre psychologique".) En voici le déroulé classique.

En amont du scrutin : *"seule notre victoire saurait être validée"*. Dénoncer par avance le scrutin, dans le cas d'une éventuelle défaite. Mettre en avant – ou organiser - un maximum de sondages favorables, pour préparer à cette idée.

Le jour du scrutin : *"nous avons gagné"*. Annoncer les premiers notre victoire, avant même la diffusion de premiers résultats. S'appuyer – ou organiser - des sondages de « sortie des urnes » qui aillent dans ce sens.

Après le scrutin : *"renverser la table en cas de défaite"*. Appeler ses partisans à descendre dans la rue et à prendre d'assaut les bâtiments officiels. Appeler ouvertement les forces armées et forces de l'ordre, au soulèvement contre le pouvoir.

Lorsqu'il s'agit de pays plus "indociles", ces mesures seront renforcées.

En amont du scrutin : par la mise en place de sanctions économiques, avec un double objectif de déstabilisation politique intérieure et de chantage extérieur au vote. Par la formation d'une coalition des forces hostiles au pouvoir, sous la houlette des USA, et l'infiltration du conseil national électoral. Et enfin par la mobilisation des pays alliés dans la politique de sanctions et de guerre diplomatique-médiatique.

Le jour du scrutin : par la perturbation du vote (violences, tentatives de hacking des systèmes de vote électronique) et la dénonciation d'un "trucage" électoral.

Après le scrutin : par le soutien aux émeutiers, la condamnation par les pays alliés, le renforcement des sanctions, voire la reconnaissance officielle du candidat "battu"... ouvrant à la confiscation des avoirs du pays. Et par l'exil assuré des opposants, en cas d'échec.

Bolivie, Brésil, Venezuela, USA, etc. : avec des fortunes diverses, on retrouve les mêmes points d'un scénario bien rôdé, venant compléter l'arsenal des "coups d'état" militaire, juridique et désormais électoral.

► Denis Anselmet

# Tour d'horizon de la géopolitique mondiale par Frédéric Delorca : pour sortir d'une vision occidentale

La rentrée 2024 est marquée par la persistance de l'affrontement Est-Ouest qui se manifeste en Europe par une guerre par procuration (proxy war), celle de la guerre en Ukraine dont les stratèges évitent tant bien que mal la dégénérescence en conflit nucléaire, et, en Extrême-Orient, par une guerre froide, de la Mer de Chine méridionale à la péninsule coréenne, deux menaces majeures pour la paix mondiale, dont on va aborder brièvement l'impact aux quatre coins du monde, et qui se surajoutent à l'abcès douloureux de l'hégémonisme israélien au Proche-Orient.

En ce qui concerne le front ukrainien tout d'abord, le gouvernement de Kiev – où Volodymyr Zelensky en théorie n'est plus légalement président – a cru habile de lancer début août une offensive sur le territoire russe lui-même au niveau de l'oblast de Koursk, en utilisant, semble-t-il, des troupes d'élite dont une bonne partie de mercenaires de pays de l'OTAN.

L'opération s'inscrit dans la lignée de beaucoup de provocations contre la Russie au cours des derniers mois comme le bombardement de Belgorod (sur le territoire russe), l'attaque du dispositif de radars d'Orsk en mai 2024 et même la destruction d'un bombardier Tupolev par un drone ukrainien dans une base de la péninsule de Kola (près du cercle arctique, qui a pu soulever la question de savoir si la Scandinavie n'a pas servi de base arrière). Bizarrement ces attaques au mépris du droit international ne suscitent pas la même désapprobation au niveau mondial que l'invasion du territoire ukrainien par les Russes en 2022, ce qui tout de même pose la question du deux poids deux mesures. Cela a conduit la Russie début septembre à annoncer qu'elle se réservait désormais le droit de riposte nucléaire dans les cas d'attaque de ses dispositifs stratégiques avant même qu'une première frappe n'ait eu lieu, ce qui est une extension de sa doctrine de défense.

L'objectif de l'attaque de Koursk n'est pas clair au moment où l'armée ukrainienne recule dans le Donbass et où les ministres à Kiev sont poussés à démissionner les uns après les autres. Il a été avancé que le général Syrsky pouvait avoir en tête un échange de territoires avec les oblasts ukrainiens conquis par les Russes, au moment des négociations qu'on croyait voir se profiler à l'automne, mais l'effet immédiat a été plutôt d'accroître la colère russe (avec à titre de représailles des bombardements sévères sur les villes de l'Ouest ukrainien) et d'éloigner les perspectives de négociations. Il est très difficile de savoir ce qui se joue vraiment dans cette occupation ukrainienne de quelques centaines de kilomètres carrés en Russie, qui, contre l'avis de certains observateurs anti-Zelensky, a quand même tenu tout le mois d'août. Y a-t-il des objectifs cachés ? Il a été avancé par exemple que les Ukrainiens avaient peut-être des vues sur la centrale nucléaire russe de Kourtchatov... mais c'est assez spéculatif, comme le thème des laboratoires militaires biochimiques

américains d'Ukraine et de Géorgie en 2022. S'agit-il seulement de justifier les livraisons d'armes occidentales à la veille des élections américaines (livraisons auxquelles le candidat républicain, s'il est élu, mettra probablement fin) ?

L'effet auprès de l'opinion publique internationale est assez mitigé. L'image de chars Léopard allemands sur le territoire russe, applaudie par le gouvernement de Berlin aux abois (comme Macron, il a une base électorale de plus en plus étroite) rappelle que l'oblast de Koursk fut le théâtre de la plus grande bataille de blindés de l'Histoire pendant la Seconde guerre mondiale. Le retour des blindés allemands sur le sol russe n'est pas un bon signal, surtout quand, même sur LCI (le 18 août 2024), on voit un Ukrainien portant un casque de SS sur une route russe.

Sur le plan diplomatique, on a le sentiment que la Russie renforce sa position auprès des ex-Républiques soviétiques, et même, au-delà, au niveau de son ancien glacis stratégique en Asie. Poutine a pu se déplacer, sans être inquiété par le mandat de la Cour pénale internationale contre lui, en Azerbaïdjan (le 18 août), avec escale en Tchétchénie pour remercier son ami Kadyrov de son engagement militaire en Ukraine, puis en Mongolie (le 4 septembre). La Géorgie refuse toujours de devenir le théâtre de l'ouverture d'un nouveau front anti-russe : malgré les calomnies occidentales contre le parti "Rêve géorgien" et la tentative de "révolution colorée" contre lui (où même des personnalités politiques se sont mêlées aux manifestants) à propos de la loi sur le contrôle des associations financées par l'étranger, et les intrigues de sa présidente ex-diplomate française (et – on oublie de le rappeler à l'Ouest – ex-soutien du parti "Rêve géorgien"), il reste peu probable que le pays bascule dans le camp des néo-conservateurs otaniens. Par ailleurs le commerce russo-kazakh est de plus en plus florissant. Et, comme les Chinois, Moscou s'engage dans un processus de normalisation de ses relations avec les Talibans afghans assis sur de précieuses ressources minières.

La réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai à Astana en juillet où Xi Jinping et Vladimir Poutine ont ensemble plaidé pour un monde multipolaire a permis de mettre en valeur la solidité du bloc eurasiatique.

Il y a quand même des exceptions à ces gains d'influence en Asie : l'Arménie est délibérément sortie du giron russe, l'Abkhazie a su s'opposer (provisoirement ?) à la loi permettant la construction d'appartements pour les Russes (qui menaçait son équilibre démographique), le Tadjikistan a conduit un exercice militaire commun avec la garde nationale américaine en mai dernier. Les néo-conservateurs américains peuvent toujours envisager d'enfoncer un coin ici ou là pour mettre la Russie en difficulté, sans oublier la carte des organisations terroristes qui pourrait être mobilisées (on ne sait toujours pas très bien qui tire les ficelles de l'Etat islamique du Khorasan, responsable de l'attentat du Crocus

# DOSSIER Tour d'horizon



City Hall de Moscou en mars dernier). En Europe, la presse russe rêve toujours d'une adhésion de la Hongrie aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, élargi à 10 membres depuis novembre) mais cela semble surtout relever du fantasme, du moins tant que l'Union européenne n'a pas explosé. De même la Serbie semble pencher toujours plus vers l'Ouest après que Macron le 29 août eût signé à Belgrade divers contrats dont des livraisons de Rafale. Il faut dire que la Serbie est en train de devenir un El Dorado du lithium, avec le soutien de l'Union européenne (et quelques oppositions écologistes dont on ignore quels intérêts elles servent). De même la pauvre Moldavie semble prendre définitivement le large à l'égard de la Russie, au prix d'une répression féroce de toute opposition intérieure, assimilée à l'oligarchie israélienne pro-Kremlin Ilan Shor, qui contrôle notamment la région autonome de Gagaouzie.

A la limite, l'OTAN aurait plus à s'inquiéter du sort de l'Allemagne, en pleine crise industrielle depuis que Washington a plombé son approvisionnement en gaz russe et lancé un Green Deal très protectionniste : les effets s'en font notamment ressentir sur Volkswagen, confronté à un conflit social sans précédent. Les dernières élections dans l'Est de l'Allemagne montrent que le parti de pro-guerre en Ukraine à Berlin suscite de plus en plus d'oppositions (comme le régime macronien en France) tandis que la percée de la communiste souverainiste Sarah Wagenknecht commence à faire quelques émules (en Tchéquie notamment).

Il est difficile de faire, sur le plan de la prospective, la part des choses de l'équilibre des forces dans ce nouveau bras de fer Est-Ouest, où tous les protagonistes présentent des atouts et des fragilités. La Chine maintient un bon niveau de croissance (environ 5 % en rythme annuel), mais reste ébranlée par la crise immobilière et pâtit de la guerre commerciale que lui a déclarée l'administration Biden (guerre qui pourrait s'intensifier si Trump l'emportait sur Kamala Harris en

## Dernière minute

### Israël : Les voix dissonnantes se font entendre

Déjà expulsé de force de la Knesset le 3 avril dernier pour avoir dénoncé le bombardement des hôpitaux à Gaza, Ofer Cassif, député communiste israélien a de nouveau pris la parole devant la Knesset fin septembre :

*"Depuis que le gouvernement israélien a choisi l'escalade au Liban, nous n'avons plus de paix. Les habitants du Nord ne sont pas prêts de rentrer chez eux. Les habitants des autres régions risquent de perdre leurs maisons. Quelle sorte de société est celle qui se rejouit du deuil et des massacres de masse au Liban et à Gaza ? Une société malade, militariste, violente et inhumaine qui sacrifie allègrement ses propres fils et filles à commencer par ceux qui ont été kidnappés à Gaza. La destruction à Beyrouth et à Gaza est aussi une destruction morale d'Israël contre l'Israël pour lequel nous devons lutter : un Israël humain, démocratique, égalitaire et libre. Assez de guerre ! Assez de massacres ! Seule une solution politique apportera la sécurité et une garantie pour notre avenir."*

novembre – ce qui est incertain pour l'instant). La Russie a bien résisté aux sanctions (avec une croissance à 3 % de loin supérieure à celle des Occidentaux) en réorientant son commerce (notamment le pétrole, dont le prix reste élevé) vers la Chine et l'Inde. Mais les sanctions secondaires lancées par les Etats-Unis contre les banques qui continuent les transactions avec Moscou pourraient produire prochainement des effets, en s'ajoutant à l'inflation structurelle, dans une économie artificiellement dopée par la dépense publique (notamment militaire, mais pas seulement). En outre il faut toujours rappeler que les BRICS ne sont pas un bloc (et le seront encore moins si la Turquie, membre de l'OTAN, l'intègre, comme en avance l'hypothèse) et l'on peut se demander si leurs initiatives communes telles que leur projet de réseau de paiement alternatif au système Swift n'auront pas pour effet principal de créer une compétition avec l'Ouest dans la mise en place de dispositifs liberticides comme les monnaies numériques, compétition à laquelle ni les citoyens des pays riches ni ceux des pays émergents n'ont rien à gagner.

On remarque aussi qu'en Asie le modèle libéral occidental continue de séduire la jeunesse comme on l'a vu au Bangladesh qui a vu en août la première ministre légalement réélue depuis plusieurs années Sheikh Hasina renversée par un mouvement social, dont certains avancent qu'il pouvait s'apparenter à une « révolution de couleur » pilotée par les néo-conservateurs américains (question qui s'était aussi posée à propos du Sri Lanka en 2022). L'accusation est peut-être un peu rapide car on n'y a pas vu (pour l'instant du moins) les preuves d'un développement systématique d'ONG financées par USAID ou la fondation Soros (Open Society), mais Sheikh Hasina avait elle-même laissé entendre qu'elle avait subi des pressions et des menaces de l'ambassade américaine qui voulait ouvrir une base navale dans le golfe du Bengale (face à la Birmanie pro-chinoise), tandis que

# DOSSIER

## Tour d'horizon

Washington voyait d'un mauvais œil la politique de coopération entre Dacca et les BRICS. Info ou intox d'un gouvernement en porte-à-faux avec les aspirations de son peuple ? Force est de constater en tout cas que le successeur de Sheikh Hasina, Muhammad Yunus, proche de Barack Obama et du Forum économique mondial, récompensé par l'Académie Nobel pour ses innovations en matière de « micro-crédit » (des prêts aux pauvres à des taux exorbitants) a tout pour plaire à l'oligarchie occidentale. On ne prête qu'aux riches, et l'on se souvient de la manière dont cette oligarchie s'est débarrassée d'un autre premier ministre du sous-continent indien un peu trop pro-russe, renversé au terme d'une guerre judiciaire (lawfare) et dont il est question d'interdire complètement le parti (qui a pourtant remporté 93 des 265 sièges de l'assemblée nationale en tête devant les autres en février dernier).

Du Pakistan à la France, la crispation des oligarques dans un contexte de guerre permanente entretenue au niveau mondial ne favorise pas le respect des procédures démocratiques, ni des libertés individuelles (comme l'a montré l'arrestation du patron de la messagerie Telegram Pavel Durov le 24 août au Bourget), sans même parler de la justice économique et sociale qui passe totalement à la trappe. Autant le décollage des BRICS sur la scène internationale comporte une bonne part d'incertitudes, autant l'autoritarisme croissant des puissances occidentales est lui-même le symptôme d'une crise profonde au milieu de la stagnation économique, des pressions migratoires, et de la vulnérabilité militaire révélée par le conflit ukrainien (à l'occasion duquel l'Europe a pris conscience qu'elle ne pourrait pas soutenir une guerre conventionnelle, notamment du fait de la pénurie de munitions et d'armes lourdes).

L'autoritarisme se constate aussi dans certaines parties de l'Amérique latine où les positions se polarisent. Au Nicaragua les acquis de la révolution sandiniste ne semblent pouvoir se consolider, une génération plus tard, qu'au prix d'un durcissement de l'emprise de la famille Ortega sur le pays, avec l'aide économique de la Chine. Au Venezuela le chavisme perdure en se transformant en une social-démocratie très bienveillante à l'égard des investissements privés des BRICS et sévère à l'encontre des mouvements situés sur sa gauche (outre les arrestations arbitraires d'activistes, on a observé l'organisation d'un véritable putsch au sein du parti communiste, semble-t-il directement piloté par les organisations du parti socialiste). L'opposition de droite incapable de s'unir à l'élection présidentielle qu'elle a vraisemblablement perdue (ce qui est d'autant plus probable que beaucoup de Vénézuéliens de droite ont émigré : un vénézuélien sur quatre vit hors de son pays, à cause notamment des sanctions occidentales très dures imposées à l'économie), comme à son habitude mise sur la désinformation dans la presse planétaire et sur l'agitation dans la rue, ce qui n'est pas de nature à ramener dans le pays les conditions d'une démocratie sereine.

Comme toujours le narcotrafic (la culture de la coca qui avait déjà doublé entre 2013 et 2017, a repris de plus belle après le Covid), reste un argument politique pour disqualifier les peuples qui résistent à l'impérialisme nord-américain. Les gouvernements de Cuba et du Venezuela ont été accusés d'y être associés. C'est le tour aujourd'hui de celui du Honduras montré du doigt par l'ambassadrice américaine à Tegucigalpa, qui accuse celui-ci de collaborer au commerce de la cocaïne

avec celui de Caracas. La nouveauté est que ce petit pays (10 millions d'habitants) trouve aujourd'hui la force de répliquer en dénonçant en représailles le traité d'extradition qui lie son pays aux Etats-Unis. La même semaine le président du Mexique répliquait par une menace de "suspendre" les relations diplomatiques avec les ambassades des Etats-Unis et du Canada après que leurs ambassadeurs ont critiqué sa proposition d'élire les juges au suffrage universel ...

La logique de guerre froide rigidifie les régimes d'extraction populaire comme les membres de l'Alliance bolivarienne (rappelons que le président bolivien a été soupçonné en juin dernier de mettre en scène lui-même un faux coup d'Etat pour renforcer son autorité). Il en va de même des régimes liés aux oligarques pro-américains : au Pérou le président légitime Pedro Castillo est toujours derrière les barreaux accusé de "rébellion", en Argentine Javier Milei continue de tenter d'appliquer une thérapie de choc économique digne de l'époque de la dictature de Pinochet au Chili jadis (même si heureusement beaucoup de pays d'Amérique latine, au milieu des tensions, parviennent à conserver des options politiques plus équilibrées).

L'Afrique peut-elle pour sa part tirer quelque avantage des tensions russo-occidentales et sino-occidentales pour l'émancipation de ses peuples ?

Les thuriféraires de la Confédération « Alliance des États du Sahel » (AES) créée le 6 juillet 2024 entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger sous le regard bienveillant de leur allié moscovite tentent de le faire croire dans les médias alternatifs, mais ce conglomérat de régimes putschistes réunissant des pays pauvres enclavés n'apparaît être pour l'instant qu'un embryon de réplique aux caciques de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), un temps incités par la France macronienne à déclencher une opération militaire au Niger (opération aventureuse à laquelle ils ont dû heureusement renoncer, car elle aurait pu enflammer l'ensemble de la sous-région).

Empêtrée notamment dans les difficultés causées par les sanctions économiques et la guérilla islamique sur son sol, l'AES est encore bien loin de pouvoir faire office de nouveau "phare panafricain" comme elle le rêverait. Le nouveau président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, qui a succédé au très pro-français Macky Sall, après avoir surfé sur une vague anti-élyséenne dans son pays (favorisée par le cynisme de notre président), conserve une attitude prudente en tentant plutôt de jouer les intermédiaires entre la CEDEAO et l'AES et en proclamant qu'il n'y aura pas de "rupture brutale" avec la France (il est vrai par ailleurs que, comme Macron, il n'a même pas la majorité dans son propre parlement). Et les impérialistes occidentaux peuvent aussi miser sur les dissensions entre le Mali et l'Algérie : fin août le représentant d'Alger à l'ONU a dénoncé la présence des mercenaires de Wagner à sa frontière et appelé à l'instauration de sanctions, tandis qu'un chasseur Su-30 de l'armée de l'air algérienne décollait le 27 août au matin de la base de Tamanrasset après avoir détecté une menace à la frontière du Mali. L'appareil a lancé des signaux d'avertissement à l'attention d'un drone turc TB2 qui survolait la zone.

Ces tensions profitent au Maroc qui, avec le soutien des Etats-Unis, a pu faire accepter par l'Espagne et la France sa souveraineté sur le Sahara occidental – ne serait-il pas lui-

# DOSSIER

## Tour d'horizon

même en mesure de réconcilier l'AES et la CEDEAO, en devenant le nouveau chien de garde de l'oligarchie atlantiste pour le contrôle de l'Ouest africain ?

A l'Est de l'Afrique de l'Est, les perspectives pour les peuples sont aussi peu réjouissantes, avec la guerre par procuration que se livrent l'Ethiopie et l'Egypte au Soudan : les Forces de soutien rapide qui se sont opposées aux Egyptiens (lesquels voulaient empêcher l'Ethiopie de construire un grand barrage sur le Nil) continuent de progresser militairement, tandis que le régime d'Addis Abeba, nouvellement membre des BRICS (et fournisseur privilégié de café pour la Russie), menace l'intégrité de la Somalie en reconnaissant l'indépendance du Somaliland. Il ne semble pas que l'appartenance commune de l'Egypte et de l'Ethiopie aux BRICS soit pour l'heure une source d'apaisement des tensions régionales.

De même le Rwanda continue de jouer sa partition avec une certaine impunité. Paul Kagamé réélu avec 99 % des suffrages sans que cela ne suscite d'indignation dans la "communauté internationale" est accusé de tirer parti de sa place dans les forces militaires d'interposition pour exploiter les ressources de la Centrafrique et au Mozambique comme cela lui a été aussi reproché au Congo. La soif de minerais de l'Union européenne dans le cadre de sa Révolution verte (Kagame a rencontré Ursula von der Leyen dans ce cadre en décembre dernier) tout comme les besoins en cobalt des usines de smartphones chinoises de Taiyuan sont une assurance-vie pour les mafias de Kigali dont on ignore les ramifications (certaines mauvaises langues les ont même vues à l'arrière-plan des émeutes anti-immigrés au Royaume-Uni, à la suite du meurtre de petites filles par un Gallois d'origine rwandaise le 29 juillet 2024).

On ne peut terminer ce tour d'horizon des points de tension dans le monde sans, bien-sûr, aborder le Proche-Orient et la Palestine, un point focal symboliquement capital pour l'ordre international actuel. Le gouvernement d'extrême-droite israélien, en réponse aux massacres du 7 octobre par une coalition militaire organisée autour du mouvement islamique Hamas, se livre sans vergogne à une opération d'éradication de cette force militaire, sans grands égards, c'est le moins qu'on puisse dire, pour la population civile, déplacée au gré des injonctions des Forces de défense israéliennes. En avril Euro-Med Human Rights Monitor estimait que 70 000 tonnes de bombes ont été déversées sur la bande de Gaza depuis octobre (en 7 mois) sur un territoire de 360 km<sup>2</sup>. A titre de comparaison, en presque 3 mois, l'OTAN avait balancé 15 000 tonnes de bombes sur la Serbie en 1999. On est loin des 638 000 tonnes déversées sur le Vietnam en 1966, mais rapporté au nombre de kilomètres carrés, on est à 1,9 au Vietnam, 194 à Gaza (même s'il est vrai que les soi-disant objectifs militaires à Gaza sont en théorie plus concentrés).

La plus grande partie des infrastructures d'éducation et de santé ainsi que des logements privés ont été détruits et les déclarations des ministres du gouvernement Netanyahu ont pu laisser croire à la Cour internationale de justice, dès janvier, que l'existence d'un génocide était "plausible". Parallèlement les Palestiniens de Cisjordanie subissaient aussi une répression militaire.

Israël a bénéficié d'un dispositif médiatique planétaire contrôlé par des oligarques qui lui est très favorable, partagé entre un centre-gauche historiquement acquis à sa cause, aux Etats-Unis et en Europe notamment, et des médias populistes de droite émergents comme le groupe Bolloré en France, Fox

News et la plateforme X aux Etats-Unis, en fait acquis au thème d'une alliance "judéo-chrétienne" contre le "péril musulman". De fait, aucune mesure d'interdiction de livraison d'armes n'a été prise par des grandes puissances (à l'exception récemment par le Royaume-Uni pour une série limitée), ni aucun boycott économique, et, sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, ou contre la notion vague d'"incitation à la haine", des entraves à la liberté d'expression se sont multipliées dans plusieurs pays de tradition libérale, parfois au mépris même des règles de l'Etat de droit (on a même vu en France la cheffe d'un parti d'opposition placée en garde à vue pour avoir appelé à une paix juste en Palestine). Cependant cette fuite en avant de Benjamin Netanyahu qui, soumis à des poursuites judiciaires, joue son va-tout politique, ne trompe personne. Il est de plus en plus visible que le gouvernement israélien au bout d'un an de combat n'obtient ni la libération des otages, ni l'éradication du Hamas tapis dans ses tunnels. Israël semble jouer là sa survie, non seulement parce que son image à l'international en sort dégradée (les manifestations dans certains pays du "Sud Global", l'agitation estudiantine pro-palestinienne sur les campus américains et européens en sont la preuve), mais parce qu'un mouvement d'émigration de sa population paraît enclenché durablement depuis le début de l'opération à Gaza, les organisations comme le Hamas mais aussi le Hezbollah libanais et même les Houthis yéménites qui se sont investis dans le conflit ayant fait la preuve que le dôme de protection aérienne du pays ne fonctionnait plus (comme l'Occident face à la Russie, Israël a dû réviser le mythe de son invulnérabilité).

Netanyahu à plusieurs reprises a menacé de transformer l'opération de Gaza en déflagration régionale voire mondiale, mais il semble qu'il ait rencontré des obstacles. Il n'est pas certain que l'administration Biden, dominée par des néo-conservateurs, ait joué un rôle modérateur (elle a d'ailleurs reçu en grande pompe Netanyahu au Congrès cet été), mais il se peut que l'armée israélienne, consciente du fait qu'elle a moins de chances encore aujourd'hui de l'emporter face au Hezbollah qu'en 2006, ait freiné l'exaltation des responsables politiques, comme l'armée américaine l'avait fait face aux velléités guerrières de George W. Bush au moment de son second mandat. En outre force est de constater que les différentes opérations de provocation israéliennes comme la liquidation de Fouad Chokr à Beyrouth, et d'Ismaïl Haniyeh à Téhéran n'ont fait l'objet que de réponses assez homéopathiques de la part des divers protagonistes (sans qu'on sache vraiment ce qui a pu se négocier en coulisses).

Il n'est pas certain qu'une éventuelle élection de Trump à la Maison Blanche permette au gouvernement de Tel-Aviv d'aller beaucoup plus loin dans ses projets hégémonistes compte tenu des rapports de force sur le terrain, et du fait que le chef de file de la droite américaine, tout en se présentant comme le meilleur ami d'Israël, a déjà démontré par le passé (dans ses négociations avec Kim Jong-Un notamment), à la différence de nos grands médias, sa capacité à intégrer un certain "principe de réalité".

► Frédéric Delorca,  
7 septembre 2024

## Information, désinformation et propagande de guerre.

**Comment s'assurer du soutien du peuple en temps de guerre ? Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les mêmes recettes de manipulation des foules sont à l'œuvre. Et fonctionnent encore aujourd'hui.**

L'affaire n'est pas nouvelle et cela fait longtemps que le mensonge et la manipulation servent à cautionner et à justifier des guerres en manque de légitimité indiscutable. Le besoin de s'assurer du soutien et même de la coopération de la population impose de convaincre chacun que sa cause est juste, que la guerre est légitime. Elle est menée au nom du bien ou de la démocratie ; elle est éthique ou humanitaire. Ainsi, depuis le 24 février 2022, en Ukraine, en Russie ou dans le monde occidental, la propagande de guerre propage avec force ces récits unilatéraux. Et cela est d'autant plus surprenant que de nombreux pays concernés ne sont pas eux-mêmes en guerre.

La référence aux grands principes, aux valeurs a cependant du mal à cacher à l'observateur attentif les enjeux économiques et géopolitiques qui sous-tendent ces guerres. Il n'est donc pas inutile de s'attarder un peu sur cette communication à laquelle nous sommes confrontés et avec laquelle nous devons malgré tout composer.

La désinformation est faite de fausses informations, de sous-entendus souvent complémentaires dont le but est de construire une histoire alternative à la réalité permettant de mieux manipuler les opinions. En temps de guerre, elle se justifie par la nécessité de tromper l'ennemi.

L'information, quant à elle, ne se réduit pas à une actualité, à des nouvelles : être informé cela n'est pas simplement collectionner des informations. Cela implique un travail d'appropriation et d'analyse pour donner à ces éléments disparates une structure temporelle (celle de la mise en perspective historique) et une cohérence spatiale (celle des ressources, des interactions, des réseaux...). Elle est confrontée aux limites de la presse et des médias de masse où le journaliste d'information, reste prisonnier de l'actualité. C'est la synthèse de ces deux approches, temporelle et spatiale, qui peut donner la connaissance suffisante à une réflexion rationnelle et à une action efficace.

Pour comprendre un conflit, il est essentiel de rechercher les éléments de contexte historique, géopolitiques ou économiques et de ne pas se contenter d'un seul récit. D'autant plus que le monopole de l'information, les conflits d'intérêt (par exemple, les liens entre propriétaires de journaux et fabricants d'armes) ou le conformisme tendent à ne sélectionner qu'une seule version.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le mot propagande renvoie encore à un travail d'explication et d'information. Ce sont les pratiques systématiques mises en oeuvre au cours de la 1<sup>re</sup> guerre mondiale dans le domaine de l'information qui lui donnent depuis un sens péjoratif. Censure, autocensure, diffusion de fausses nouvelles ont pour but de produire un récit conforme aux projets guerriers.

Cette évolution s'est produite dans un contexte de développement des sciences sociales, de la psychanalyse, de la psychologie individuelle ou collective (l'psychologie des

foules) dont elle intègre de nombreux concepts. L'accent est mis sur l'inconscient et l'émotionnel dans le but de permettre un pilotage des individus à leur insu à des fins commerciales ou politiques qui peuvent être, bien entendu, bonnes ou mauvaises. Edward Bernays (neveu de Sigmund Freud) est l'un des promoteurs de ces méthodes dont le but est de « contrôler, régenter les masses conformément à notre volonté sans qu'elles en aient connaissance ». En Allemagne, le parti nazi s'en est inspiré et a largement utilisé ces méthodes.

On doit à Walter Lippman l'expression manufacture of consent (fabrique du consentement) dans les années 1920. Selon lui, la démocratie a conduit à l'apparition d'une nouvelle forme de propagande fondée sur les recherches en psychologie associées aux nouveaux moyens de communication. Il s'agit, pour une élite dirigeante éclairée, d'amener l'opinion publique à accepter les décisions prises dans l'intérêt du bien commun ; mais en faisant l'économie de la recherche d'un consensus ou d'un consentement libre et éclairé.

Ces pratiques ont été mises en oeuvre aux Etats-Unis durant la 1<sup>re</sup> guerre mondiale par le Committee on Public Information dirigé par le journaliste George Creel pour ce qui fut l'un des premiers exercices de propagande de masse. Il s'agissait de faire apparaître comme juste, aux yeux de l'opinion publique, une entrée en guerre à laquelle la population était initialement opposée.

« (...) La commission s'attribua d'abord le monopole de l'information diffusable, et s'assura de l'obéissance des journaux par une injonction adressée à la presse précisant les attentes du gouvernement, et par la menace d'une non communication des informations officielles aux publications qui ne la suivraient pas. Le mécanisme ainsi induit de l'autocensure spontanée assurait désormais l'homogénéité des contenus transmis, réalisant l'une des caractéristiques saillantes de tout système totalitaire. »<sup>(1)</sup>

La propagande mise en oeuvre dans le cadre de la confrontation avec la Chine et la Russie utilise, tant dans la forme que sur le fond, les mécanismes fondamentaux de la propagande de guerre du 1<sup>er</sup> conflit mondial.

« Les principes de base de la propagande de guerre, déjà relevés par Lord Ponsonby après la Première Guerre Mondiale forment le socle du récit occidental contre la Russie et la Chine. La désinformation n'est pas le monopole de nos ennemis. Rebaptisées agences de communication, les officines se sont professionnalisées. »<sup>(2)</sup>

L'historienne Anne Morelli en donne une synthèse en dix points sur lesquels chacun peut retrouver des illustrations tirées de l'actualité récente.

- ✓ Nous ne voulons pas la guerre.
- ✓ C'est l'ennemi qui est responsable de la guerre.
- ✓ Le chef du camp adverse est un fou diabolique.
- ✓ Notre camp défend de nobles causes.
- ✓ L'ennemi est seul à commettre des atrocités.



Marc Dorel (deuxième en partant de la droite), lors d'une conférence-débat à Romans-sur-Isère en février dernier en partenariat avec le Mouvement de la Paix, l'ANACR, l'AFPS et l'ASSEDES, sur le thème de "La guerre, le désarmement et la Paix".

- ✓ L'ennemi utilise des armes et des techniques illégales.
- ✓ Tout va mal pour eux.
- ✓ Les artistes et les intellectuels soutiennent notre cause.
- ✓ Dieu est à nos côtés.
- ✓ Ceux qui doutent de la propagande sont des traîtres.

« Le narratif officiel est au coeur de la stratégie occidentale et ukrainienne. Il s'agit non seulement de donner confiance à la population ukrainienne, mais également et surtout de déstabiliser la population russe et le soutien qu'elle apporte à son gouvernement. Mais sa fonction première est de maintenir le soutien matériel de l'Occident. »<sup>(3)</sup>

Ces techniques s'appuient sur l'émotionnel et l'exigence d'une réaction immédiate pour construire un narratif, plus ou moins éloigné de la réalité, afin de convaincre l'opinion publique. Elles peuvent se révéler efficaces notamment vis à vis d'un public longuement façonné par un message publicitaire fonctionnant sur le même registre. Mais elles peuvent aussi avoir des effets pervers dévastateurs tels que l'auto-intoxication qui conduit à croire soi-même, ou à faire croire à ses alliés, à ses propres mensonges ; avec pour effets possibles :

- ✓ la sous-estimation de l'adversaire tant sur ses capacités militaires que sur sa résilience économique ;
- ✓ de s'obstiner dans des stratégies inadaptées ;
- ✓ de surestimer ses propres moyens.

Il est toujours plus difficile de sortir du mensonge que d'y entrer. « Le narratif occidental contribuera de manière essentielle à la destruction de l'Ukraine de deux manières : en minimisant les capacités de la Russie et en poussant l'Ukraine à s'accrocher au terrain. »<sup>(3)</sup>

Tout aussi grave serait une rétroaction du comportement émotionnel et instantané sur les cadres dirigeants les conduisant à négliger l'analyse et la réflexion au profit de réactions immédiates mais rapidement médiatisables ; et, au final à se comporter comme les foules, supposées irrationnelles et insuffisamment instruites, que l'on avait l'ambition de guider avec sagesse.

Et, pour finir, le risque de confondre la fin et les moyens.»

Avant de faire la guerre, nous rappelle Anne Morelli, il faut la vendre à l'opinion publique et fabriquer l'ennemi à travers une vision binaire de l'autre »<sup>(2)</sup>. Mais, une fois la vente réalisée par les officines de communication, le risque est grand que la conduite de la guerre elle-même ne soit subordonnée à ces mêmes officines de communication plutôt qu'aux états-majors militaire dans le but de construire et de soutenir le narratif élaboré pour convaincre les opinions publiques, sans soucis pour les vies inutilement sacrifiées. « (...) tout s'est passé comme si le processus normal de l'autosuggestion s'était renversé. Les trompeurs ont commencé par s'illusionner eux-mêmes. Du fait sans doute de la position élevée qu'ils occupaient et de leur imperturbable confiance en eux même, ils étaient tellement convaincus de pouvoir remporter un succès total, non pas sur le champ de bataille, mais dans le domaine des relations publiques, et si fermement assurés de leurs postulats psychologiques quant aux possibilités illimitées de manipuler l'opinion qu'ils ont anticipé et sur la conviction généralisée et sur la victoire dans cette bataille dont l'opinion publique était l'enjeu. »<sup>(3)</sup>

Comment ne pas se souvenir de l'essai de Hannah Arendt sur la guerre du Viet-Nam *Du mensonge en politique*<sup>(4)</sup> que je vous invite à lire ou à relire tant il est brûlant d'actualité.

► Marc Dorel

(1) Patrick Tort, *MANIPULER. Psychologie des foules, propagande politique et marketing* : É. Bernays (1891-1995), Raison Présente n°226, juin 2023.

(2) Anne Morelli, *Comment convaincre l'opinion publique d'adhérer à la guerre avec la Russie et la Chine*, Raison Présente n°226, juin 2023.

(3) Jacques Baud, *L'art de la guerre russe, comment l'occident a conduit l'Ukraine à l'échec*, Max Milo.

(4) Hannah Arendt, *Du mensonge à la Violence, essais de politique contemporaine*, Calmann-Levy. Ouvrage comprenant quatre essais dont *Du mensonge en politique*.

# Un ouvrage pour réfléchir au-delà des discours officiels sur la guerre en Ukraine

**L'arme et la Paix a interrogé deux des trois auteurs de "Aux origines de la guerre : trois reporters racontent..." (éditions du Cygne), livre qui repose sur des témoignages directement recueillis sur place.**

*L'arme et la Paix - Comment s'est mis en place le projet du livre ?*

*Pierre PICCININ da PRATA* – En 2014, un ami reporter, russe, m'a proposé de l'accompagner en Ukraine pour couvrir les débuts de la guerre civile. La population, à l'est, s'était insurgée contre le gouvernement de « Maïdan ». A Donetsk, j'ai rencontré Christopher ALLEN, un jeune américain freelance... Nous avons eu l'idée de témoigner ensemble de la complexité de ce qui était là en train de naître...

*Frédéric DELORCA* – Pierre Piccinin da Prata m'avait proposé dès le mois de juillet 2014 de l'accompagner dans le Donbass. Nous étions quelques mois seulement après l'insurrection de Maïdan à Kiev. Ayant publié des ouvrages sur des pays de l'ex-URSS (Transnistrie, Abkhazie), et dirigeant à l'époque le Blog de l'Atlas alternatif, j'étais bien tenté de le suivre, mais des contraintes personnelles m'en empêchaient alors. A son retour, il m'a invité à rédiger l'introduction du livre et des chapitres situant le contexte géopolitique du conflit à l'époque, dont les fondamentaux n'ont guère changé depuis lors. Compte tenu de l'intérêt du témoignage qu'il rapportait, j'ai accepté dans hésiter.

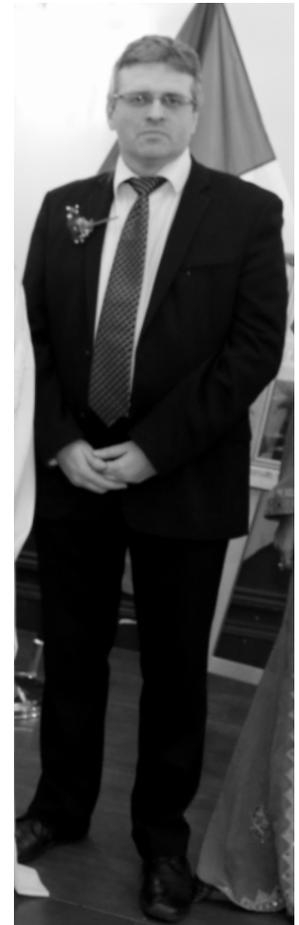
*L'arme et la Paix - Qu'avez-vous vu sur le terrain en 2014 ?*

*Pierre PICCININ da PRATA* – Difficile de résumer la diversité des témoignages récoltés et des situations vécues. Nous avons parcouru l'Ukraine : Donetsk et Lougansk, aussi Slaviansk, Kharkov, Marioupol, Odessa, Lviv, Kiev... Pour donner la parole aux deux camps : les pro-UE, à Kiev ; les anti-OTAN et anti-Maidan de l'est ; les milices néonazies... Christopher ALLEN a passé plusieurs semaines sur le front, avec le Bataillon Donbass... Nous avons été témoins de l'existence de « deux Ukraines », que la tentative de réalignement du pays par les Occidentaux a dressées l'une contre l'autre. Une haine immense divise désormais irrémédiablement ce pays...

*L'arme et la Paix - En quoi est-ce que cela éclaire ce qui s'est passé à partir de février 2022 ?*

*Pierre PICCININ da PRATA* – 2014, c'est l'origine. 2022 n'en est qu'une conséquence. Le mainstream médiatique occidental présente ce conflit comme une "guerre d'invasion" de l'Ukraine par la Russie. C'est un mensonge ! C'est une guerre civile et la Russie a in fine été contrainte de s'y impliquer... Pour comprendre ce qui se passe réellement, il faut absolument remonter à 2014. Le livre est un des rares ouvrages qui donnent les clefs de compréhension de cette guerre et le seul qui se base sur des témoignages directement recueillis par les auteurs, présents au cœur des combats et aux côtés des gens qui ont vécu ce drame.

*F. Delorca (à droite) a rédigé l'introduction du livre dans lequel témoignent Pierre Piccinin da Prata (à gauche), reporter Belge détenu et torturé dans les geôles Syriennes lors de la guerre qui suivit le printemps arabe, Christopher Allen, décédé sur le terrain au Soudan en 2017 et Dmitry, journaliste Russe d'opposition qui a préféré garder l'anonymat.*



Soutenez Initiatives Citoyenneté Défense,  
abonnez-vous à ***l'arme et la Paix***

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Commune : .....

e-mail : ..... Tel (fac) : .....

Je souhaite être tenu informé(e) des initiatives de  
l'association ICD par courrier par courriel

Je deviens membre de l'association ICD : (Ci-joint une  
cotisation annuelle de 15€, par chèque à l'ordre de ICD.

A retourner à ICD :

c/o Marc Dorel - 16, rue de la Fontaine - 38160 Saint-Marcellin

Pour nous joindre : [associcd@gmail.com](mailto:associcd@gmail.com)

site internet : <http://www.icd-citoyennetedefense.fr>